



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

Arrêté préfectoral n° 32-2021-04-08-00002

mettant en demeure la société GERSYCOOP pour son activité de stockage de céréales et d'engrais qu'elle exploite Zone Industrielle de Fleurance

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret, du 29 juillet 2020, nommant Monsieur Xavier BRUNETIERE, Préfet du Gers ;
- Vu** le décret, du 16 octobre 2019, nommant Madame Edwige DARRACQ, Secrétaire Générale de la Préfecture du Gers ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° DEVP0650389A, du 6 juillet 2006, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° DESP0430052A, du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 18 novembre 2020, portant délégation de signature à Mme Edwige DARRACQ, Secrétaire Générale de la préfecture du Gers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 mai 1984 autorisant la Coopérative Agricole Fleurance-Avezan (CAFA) à exploiter des installations de stockage et de traitement de céréales,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation, du 12 octobre 2004, autorisant la Coopérative Agricole de Fleurance Avezan à procéder à l'extension des installations de stockage et de conditionnement de céréales situées sur le territoire de la commune de Fleurance ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 septembre 2010, modifiant l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004, autorisant la coopérative GERSYCOOP à exploiter à FLEURANCE ZI, des silos de stockage et de séchage de céréales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 11 décembre 2013, modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2004 susvisé, relatif à la mise à jour de la situation administrative et réglementaire du site GERSYCOOP à Fleurance ZI ;
- Vu** l'étude de dangers, du 9 mai 2006, du site exploité par la société GERSYCOOP, Zone Industrielle de Fleurance ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, du 19 mars 2021, faisant suite à la visite d'inspection du 19 février 2021 du site, exploité par GERSYCOOP, Zone Industrielle de Fleurance, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier du 19 mars 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant, dans le délai des quinze jours imparti, suite au courrier précité ;
- Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 19 février 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
- le transporteur à bande TB3 n'est pas équipé de dispositif de déport de bandes,
 - le sol de la case de stockage d'engrais vrac présente des cavités,
 - le magasin de stockage d'engrais vrac et big-bag ne dispose pas de dispositifs de détection incendie,
 - le magasin de stockage d'engrais vrac ne dispose pas de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, des articles 2.4.1, 2.4.4, 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment en termes de dangers vis-à-vis des tiers ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GERSYCOOP de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, des articles 2.4.1, 2.4.4, 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de **3 mois**, de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en équipant le transporteur à bande TB3 de dispositifs de déport de bandes.

ARTICLE 2

La société GERSYCOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de **6 mois**, de respecter les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en supprimant les cavités présentes au niveau de la case de stockage d'engrais et de transmettre le bon de commande dans un délai de **3 mois**.

ARTICLE 3

La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de **6 mois**, de respecter les dispositions de l'article 2.4.4 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en mettant en place des dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, au niveau du magasin de stockage d'engrais vrac et big-bag et de transmettre le bon de commande sous un délai de **3 mois**.

ARTICLE 4

La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de **6 mois**, de respecter les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en mettant en place des dispositifs de détection incendie au niveau du magasin de stockage d'engrais vrac et big-bag et de transmettre le bon de commande sous un délai de **3 mois**.

ARTICLE 5

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées aux articles 1 à 4 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera notifié à la société GERSYCOOP dont le siège social se situe, boulevard des Pyrénées à Mirance et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

ARTICLE 7

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gers pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Gers, Madame la Sous-préfète de Condom, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à monsieur le Maire de Fleurance

08 AVR. 2021

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers



Edwige DARRACQ

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.